

RAOUL WALLENBERG PREMIER MARTYR DE L'INGERENCE HUMANITAIRE

Les archives du KGB viennent de révéler l'exécution en 1947 sur ordre de Staline du diplomate scandinave Raoul Wallenberg, escamoté lors du siège de Budapest en janvier 1945



Qu'est-ce qui a pu pousser un jeune aristocrate suédois à plonger dans l'enfer nazi de Budapest pour sauver des centaines de milliers de juifs? Architecte issu d'une dynastie financière, Raoul Wallenberg aurait pu traverser la seconde guerre mondiale en toute quiétude, à l'abri de la triple couronne protégeant son pays. Mais il faisait partie de la rare poignée des ~justes interdits de neutralité face au crime d'inhumanité: quels que soient les risques, il refusait de se désintéresser de ce qui se passait ailleurs et du malheur des autres. Il n'a pas 32 ans quand il s'engage pour cette mission à la limite de l'impossible : le sauvetage de la dernière communauté

vouée à la "solution finale". Entreprise tardive initiée par le président Roosevelt qui a attendu le printemps 1944 - et l'entrée du commando Eichmann en Hongrie - pour en faire un but de guerre américain.

Sa connaissance des Etats-Unis, de l'Allemagne, de la Hongrie et... de la Palestine permet à ce jeune idéaliste polyglotte, décidé à agir contre la barbarie, d'accepter sans hésiter un poste de secrétaire de légation créé par Stockholm à cette fin car il ne peut admettre que le seul endroit au monde où il n'y avait jamais de quota pour les juifs soit les camps d'extermination.

A l'arrivée de Wallenberg, le 9 juillet 1944, en gare de Budapest, le grand aiguilleur des convois de la mort, Adolf Eichmann contre lequel il vient d'entamer une course inégale avec un handicap de quatre mois, a déjà réglé le sort de la moitié des 800.000 juifs recensés en Hongrie, cet allié du Reich envahi à son tour, le 19 mars par les SS. Le diplomate d'occasion s'emploie à multiplier les passeports de protection aux armes de la Suède, à recruter un personnel pléthorique, à implanter des annexes dans une trentaine d'immeubles loués ou achetés à prix d'or pour étendre à 15.000 réfugiés le bénéfice de l'extraterritorialité, à entraîner les autres légations neutres dans cette chaîne de solidarité.

Après le coup d'Etat des "Croix Fléchées" qui, le 15 octobre, renverse le régent Horthy et déchaîne la terreur, Wallenberg doit affronter tous les dangers et payer de sa personne pour arracher ses protégés aux trains de déportation, aux marches de la mort et aux exécutions sommaires sur les quais du Danube. Jouant tour à tour de la ruse, du bluff, du chantage et de la corruption, il impose tant bien que mal le respect d'accords arrachés, eux aussi au nouveau ministre des Affaires étrangères, le baron Gabor Kemeny, dont il charme

l'épouse jusqu'à en faire une sorte d'Esther auprès d'Assuerus. Il use des fonds mis à sa disposition par les Américains pour soudoyer policiers, gendarmes, miliciens et même officiers SS. En six mois d'audaces quotidiennes, il aura ainsi sauvé à lui seul plus de juifs qu'aucune puissance alliée.

Traqué finalement par la Gestapo en plein siège de Budapest, cheminant sous le feu de la mitraille et des canons à travers ruines et cadavres dans un chaos de fin de monde, il se porte le 13 janvier 1945 au devant de l'Armée rouge, afin de soustraire les 70.000 juifs encore concentrés dans le ghetto à un ultime massacre. Ce sera sa dernière démarche d'homme libre. Sa situation ne partisans doute pas claire à des "libérateurs" dont il réclame une aide bien singulière. Elle ne sera jamais éclaircie, au point de faire de lui le premier martyr de l'ingérence humanitaire - ce crime de lèse-souveraineté aux yeux des Etats totalitaires.

Le destin de ce civil d'une trempe hors du commun, bientôt porté disparu dans la nuit et le brouillard modèle soviétique, deviendra l'une des grandes énigmes du siècle. Il faudra près de 50 ans au Kremlin, glasnost et perestroïka aidant, pour fournir, avec son mea culpa, les premières traces palpables du passage de Wallenberg dans les geoles de l'Etat-goulag. Le 1er octobre 1989, les nouveaux dirigeants du KGB remettent enfin à sa belle-famille papiers et effets du disparu, ainsi que l'attestation d'un infirmier de la Loubianka (lui-même décédé), selon laquelle il serait mort le 17 juillet 1947 et sa dépouille incinérée sur ordre de dignitaires staliniens (fusillés entre-temps).

Que cet aveu corresponde ou non à la vérité, comment le "libérateur" de Budapest auraient pu comprendre qu'un pseudo-diplomate, financé de surcroit par l'embryon de la CIA, ait quitté sa douillette tranquillité de riche héritier scandinave - dont la famille joua le double jeu - pour risquer sa vie à sauver une catégorie de population par simple humanitarisme ? C'est pourquoi son sort est resté longtemps secret d'Etat - ses ravisseurs ayant également escamoté les archives - et sa cause sacrifiée par les autorités suédoises elles mêmes à la raison d'Etat sur l'autel de la détente à tout prix. Mais comme les mythes et les symboles, il est des morts qui ont la vie dure. A défaut de pouvoir ressusciter le plus vieux fantôme de l'ex-Etat-goulag, la campagne d'opinion, qui s'est internationalisée depuis que Raoul Wallenberg a été fait, en 1981, citoyen d'honneur des Etats-Unis, lui a conféré une stature de héros de l'humanité - en lui rendant sa statue à Budapest. A titre posthume hélas, car les archives du KGB ont fini par parler : une correspondance entre le procureur André Winchinski, vice-premier ministre, et le ministre des Affaires étrangères Molototov ainsi que des ministres de la Sécurité de l'époque Victor Abakoumov, exhumée en mai dernier, attestent que l'encombrant prisonnier suédois avait été exécuté d'une balle dans la nuque, sur ordre de Staline, le 17 juillet 1947, dans sa cellule de la prison de Lefortovo.

Jacques DEROGY

(Auteur de "Wallenberg, le Juste de Budapest", à paraître en janvier 1994, aux éditions Stock.)